

Initiative Internationale pour Repenser l'Économie (IRE)

Espace de réflexions, de débats et de propositions

Une Initiative de la FPH - Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme

Pourquoi une Initiative Internationale Pour Repenser l'Économie ?

Mutations économiques, affaiblissement de l'État, interdépendances mondiales... A la recherche de solutions dans les domaines de la production, des échanges et de la consommation.

Ces dernières décennies ont été la scène de mutations économiques majeures : l'approfondissement de la globalisation financière, les mouvements d'oligopolisation et de transnationalisation des firmes, l'extension des domaines de marchandisation... Bouleversés, les États et acteurs économiques doivent maintenant composer avec une interdépendance économique, financière et énergétique structurelle.

Beaucoup parmi les chercheurs, citoyens, membres des ONG... partagent le sentiment que les « lois de l'économie » prévalent à présent sur celles de la politique. Ils perçoivent en effet une économie désenchantée du reste de la société, un marché qui tient une place excessive et met en échec la gouvernance politique en la subordonnant à ses exigences.

Ce sentiment est conforté par l'affaiblissement et parfois même la caducité des interventions étatiques tout comme par l'absence de nouveaux cadres d'analyse économique, capables de transcender l'échelle de la simple régulation nationale.

De surcroît, le rapide développement économique chinois accélère la prise de conscience en occident des contradictions entre nos modèles actuels de production, de consommation et les équilibres de la biosphère.

Aucune perspective globale n'est vraiment offerte pour parvenir à une plus grande équité entre les personnes et entre les sociétés ou à un véritable équilibre entre les activités humaines et la biosphère, comme s'il suffisait de continuer dans la lancée actuelle, moyennant quelques ajustements mineurs, pour s'en sortir.

Or, nos défis sont structurels voire systémiques et appellent fatalement à une re-conceptualisation de notre manière de penser la production, la consommation, les échanges, les régulations, le partage et la redistribution, en bref l'économie... Car si les innovations citoyennes qui se développent – le commerce équitable, l'investissement responsable, la finance solidaire, etc... – ouvrent de nouvelles pistes elles ne suffisent cependant pas à faire émerger de nouvelles perspectives d'ensemble. Un effort de construction de nouvelles perspectives théoriques pour de nouvelles pratiques économiques semble donc indispensable. Il n'est pas réclamé pour lui-même mais bien pour répondre aux défis contemporains mondiaux.

L'IRE : Une initiative de la fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme (FPH), www.fph.ch :

La fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'Homme - indépendante et internationale de droit suisse - a toujours porté une grande attention aux allers et retours entre réflexion et action. Mais elle l'a fait jusqu'à une date récente plutôt en aidant des acteurs et innovateurs à se fédérer et à élaborer leur réflexion qu'en soutenant des espaces de réflexion au sein de réseaux universitaires. Depuis 1998, elle a appuyé le pôle socio-économie solidaire (PSES) de l'Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire qui a ouvert un grand nombre de chantiers de réflexion (commerce équitable, finance solidaire...), réunissant des centaines de personnes à travers le monde et débouchant sur des propositions (voir www.socioeco.org)

Les apports théoriques propres de la fondation ont été jusqu'à présent plutôt centrés sur la gouvernance, c'est pourquoi elle a en 2004 pris l'initiative d'un Institut pour un nouveau débat sur la gouvernance (IRG – *Institute for a new Reflexion on Governance* – voir encadré page 6) – s'adressant aux universitaires et centres de formation et réunissant, entre autres, les partenariats de Harvard, Columbia, Science-Po, Université de Tonji à Shanghai, Quin Hua à Pékin... L'écho suscité par cette première initiative la convainc de l'intérêt de faire la même proposition pour l'économie, avec une initiative internationale pour repenser l'économie (IRE).

La fondation peut donc aujourd'hui vérifier que la mise en place de réseaux disposant de méthodes et d'outils de travail adaptés à l'échange international répond à une attente.

Elle pense pouvoir y contribuer par les éléments de valeur ajoutée suivants :

- Apporter des outils et des méthodes adaptés pour l'animation de réseaux, associant universitaires et acteurs, internationaux;
- Assurer le lien entre le monde universitaire et les acteurs de l'innovation ;
- Partir des défis concrets de nos sociétés, les doctrines économiques ne pouvant être jugées de manière intemporelle mais dans leur capacité à apporter des réponses à ces défis ;
- Mettre en œuvre des méthodes rigoureuses de structuration de l'information et d'intelligence collective

Qu'est ce que l'Initiative Internationale pour Repenser l'Économie ?

L'IRE, un lieu de débat et de dialogue pour contribuer à l'émergence de nouvelles propositions économiques...

- *Un lieu ouvert qui réunit diversité idéologique, disciplinaire et culturelle :*

Sont en effet réunis au sein de l'IRE :

- Economistes provenant d'horizons intellectuels divers – parce qu'il est nécessaire de s'enrichir de toutes les approches innovantes, de s'entourer de chercheurs curieux et inventifs, quelles que soient leurs origines intellectuelles.
- Chercheurs en sciences sociales – car l'économie fait partie intrinsèque de nos sociétés. Repenser l'économie ne peut donc se faire sans la participation active de politologues, de sociologues, d'anthropologues, d'historiens...
- Chercheurs en sciences dures – car pour comprendre les limites et le fonctionnement de notre biosphère, il est nécessaire de s'entourer d'écologistes, de biologistes...
- Diversité des cultures, parce qu'il se révèle fondamental de considérer et de confronter les différentes visions de l'économie à l'échelle mondiale, en insistant notamment sur celles qui s'élaborent dans les pays en développement, en réponse à des défis concrets spécifiques, ou sur des substrats culturels différents.

- *Un lieu qui s'adresse aux publics en formation et les associe à son travail*

On ne saurait repenser l'économie de demain, celle des générations futures, sans associer à cette aventure ceux qui feront l'économie de demain. L'IRE a donc choisi de travailler pour et avec les étudiants, en leur offrant la possibilité d'accéder via le site ressource de l'IRE aux innovations, aux alternatives économiques de pensée et de praxis, mais aussi en les associant à des travaux de recherche et de prospection notamment à travers les travaux collectifs d'étudiants (voir p.7).

- *Un lieu de partage entre ceux qui font, ceux qui innovent et ceux qui pensent dans le domaine de l'économie*

Pour faire face à un monde complexe et à des préoccupations dont les termes se font de plus en plus serrés, il paraît incontournable de faciliter le dialogue entre deux mondes parfois trop éloignés : celui de la recherche et celui de la pratique et de l'innovation, depuis les entreprises de grande distribution aux organisations les plus militantes. Il s'agit entre autre de permettre : les échanges d'expériences pratiques et concrètes, la confrontation des théories à la diversité des réalités de terrain, la transmission d'apports théoriques et conceptuels susceptibles d'aider à la construction de perspectives d'ensemble. Pour ce faire, l'IRE bénéficie dès l'origine d'un lien privilégié avec le Pôle Socio-Economie Solidaire (voir encadré ci-dessous).

Le Pôle de Socio-Economie Solidaire (PSES), bientôt ALOE: Alliance pour une Oeconomie (Alliance for another economics) – www.socioeco.org – est un réseau mondial de débat entre des acteurs de terrain, des chercheurs et des personnes engagées qui génèrent et promeuvent collectivement des propositions et des stratégies de transformation socio-économique.
Depuis sa création en 1998, plus de 900 personnes de 4 continents différents y ont participé et ont travaillé ensemble pour produire 15 Cahiers de Propositions dont 10.000 copies ont déjà été distribuées en 4 langues.
La mission du pôle est d'ouvrir des espaces permanents de débat et de mise en réseau entre personnes engagées, de manière à produire et à promouvoir des propositions et des stratégies visant une transformation socio-économique.

- *Un lieu qui permet l'émergence de propositions :*

Si la critique et la déconstruction des relations et théories économiques contemporaines constituent des préalables analytiques nécessaires, l'IRE a avant tout pour vocation de contribuer à l'émergence de nouvelles perspectives. Un effort tout particulier sera donc fait dans ce sens.

... organisé autour de grands thèmes économiques et sociétaux :

Nous vivons aujourd'hui une situation **paradoxe** : où croissance ne rime plus avec progrès social, où la richesse des entreprises ne fait plus celle des nations, où bénéfiques records peuvent aller de pair avec baisse des salaires réels, où d'une manière plus globale, la richesse économique peine à se transformer en **richesse sociale**.

Est-ce à dire pour autant que dans cette nouvelle configuration économique mondiale, seules les firmes parviennent à tirer leur épingle du jeu ? Rien n'est moins sûr... car paradoxalement les entreprises sont aujourd'hui des institutions fragilisées, évoluant dans un environnement instable : échéances de rentabilité à court terme, instabilité boursière structurelle, risque d'OPA...

C'est à n'y plus rien comprendre : tout est à la fois **plus prospère et plus précaire, plus fort et plus fragile** : nous sommes riches, incroyablement riches mais la pauvreté reste un fléau mondial.

La biosphère ne cesse de crier ses limites, mais nous continuons, comme si de rien n'était, à faire les louanges d'un modèle productiviste et consumériste fondé sur une croissance illimitée des richesses matérielles.

A trop vouloir compter sur l'économie, celle-ci a fini par prendre une place démesurée dans nos sociétés, fins et moyens s'inversant progressivement...

Aujourd'hui, les **défis** sociaux, écologiques et politiques, tous liés intrinsèquement à la question économique, sont considérables et nous nous acharnons à vouloir y répondre à l'aide de concepts caducs, dépassés, inadaptés à nos sociétés. Il y a 50 ans, J.M Keynes nous disait déjà: *Tous les hommes politiques appliquent sans le savoir les recommandations d'économistes souvent morts depuis longtemps et dont ils ignorent le nom.*

L'IRE veut donc soutenir l'exploitation hardie de **nouveaux concepts** et de nouvelles hypothèses capables de préparer et d'orienter les mutations des modes de production et de consommation, et de régulations indispensables pour répondre à ces défis sociétaux. A mi-chemin entre des problèmes sociaux, écologiques et politiques concrets – la pauvreté, la destruction de l'environnement, la perte de maîtrise des sociétés sur leur destin, les excès de l'individualisme, le déni des droits économiques sociaux et culturels, etc – et des questions internes à la science économique, L'IRE a choisi de commencer par ouvrir le débat autour de cinq grands thèmes qui ont pour caractéristiques : de nécessiter un effort d'innovation conceptuelle radicale contribuant ainsi à un renouvellement de la pensée ; d'avoir un **impact** considérable sur la vie des sociétés ; de se prêter à des applications **pratiques nouvelles**. Ces cinq thèmes sont :

▪ *REPENSER LE RÔLE DES TERRITOIRES*

Entre une approche macroéconomique qui privilégie des agrégats nationaux et une approche microéconomique qui s'intéresse à la logique de chaque acteur – producteurs, consommateurs, financiers – et face à la prévalence des discours sur la globalisation économique qui font de la planète un vaste marché unifié, le « territoire », la ville ont semblé perdre leur importance, résidu du passé, expression de l'immobilité des hommes, des traditions et des infrastructures matérielles face à la mobilité des idées, des connaissances, des informations, des marchandises. Ne faut-il pas pourtant réincarner l'économie en s'intéressant mieux à son inscription spatiale et aux multiples relations qui s'organisent à l'échelle des territoires ? Le territoire ne pourrait-il pas au contraire constituer un pivot essentiel de l'avenir, le niveau auquel peuvent se penser et s'organiser les relations entre l'économique et le social, entre les acteurs de toutes natures, entre l'activité humaine et la biosphère ? Une autre vision du territoire, d'autres outils de description des relations, d'autres modalités d'action, d'autres formes de coopération entre acteurs ne peuvent-ils pas être envisagés ? D'ores et déjà nous voyons dans le monde des villes et des régions constituer, plus que des Etats, les véritables pôles de développement. N'est ce pas le symptôme d'une mutation déjà engagée ?

▪ *REPENSER L'ORGANISATION DES ECHANGES*

La globalisation est au cœur de tous les débats, à la fois facteur de croissance et source de différenciation sociale à l'intérieur des sociétés, moyen d'économies d'échelle et source d'une distance croissante entre producteurs et consommateurs avec ce que cela implique de distinction de liens ou de coûts de transport. La

« relocalisation » des échanges, le retour au protectionnisme sont-ils pour autant la réponse ? On peut en douter. N'y a-t-il pas alors des manières nouvelles de poser le problème ? Tout comme la gouvernance s'exerce à différents niveaux, du local au global, et tout comme aucun problème de la société ne peut se traiter à un seul niveau, l'économie ne peut-elle être revue dans ces termes ? Comment alors penser les règles du jeu de la production et de l'échange pour sortir de la dichotomie actuelle qui oppose l'enfermement dans l'autarcie locale et insertion sans précaution dans un marché mondial indifférencié ? Une telle évolution est-elle pertinente ? Comment la penser ? Comment l'organiser ? Pour quelles productions ?

- *REPENSER LA REGULATION DES BIENS ET SERVICES*

Le marché constitue aujourd'hui le mode privilégié de régulation des productions et des échanges. On assiste même ces dernières années, à une extension de la sphère marchande dans des domaines aussi divers que ceux des services publics ou du vivant... Pourtant, peut-on sérieusement appliquer les mêmes modes de production, de distribution et de consommation à des choses aussi différentes que la biodiversité, les ressources naturelles, les biens industriels, les services aux personnes, la culture, les connaissances, la santé, les transports... ? L'efficacité de marché, réelle pour certains biens, est-elle avérée pour les autres ? Si non, peut-on uniquement se borner à compléter le marché par des mécanismes de taxation ou de rationnement appliqués à certains biens et services ? Ne faut-il pas, au contraire, des mécanismes de production, de distribution et de consommation spécifiques à la nature des biens ? Et peut-on imaginer de nouveaux modes de régulation, s'accordant à la nature des biens ?

- *REPENSER LE RÔLE DE LA MONNAIE ET DE LA FINANCE*

La monnaie est le moyen essentiel de l'échange, à la fois unité de compte, moyen de l'échange, étalon de valeur et support de l'investissement. Aujourd'hui, le dollar reste encore la référence du système monétaire international. Cette situation est au cœur de deux contradictions. D'un côté l'économie mondiale se trouve régie, et de façon instable, par une monnaie liée à des intérêts nationaux, ce qui redonne une actualité à l'idée de « monnaie unique internationale » défendue par Keynes dès 1944. De l'autre, un même étalon de valeur mesure dans les biens et services consommés, de façon indifférenciée travail et consommation de ressources naturelles. En phase avec la recherche d'une meilleure articulation des niveaux d'échanges on voit fleurir de multiples monnaies dites « parallèles », « sociales » ou « complémentaires » qui tentent de résoudre cette contradiction. Le temps n'est-il pas alors venu d'aborder la question de manière frontale, de repenser la monnaie pour qu'elle devienne un outil adapté aux échanges et aux productions de l'économie ?

- *REPENSER LES AGENCEMENTS INSTITUTIONNELS*

L'échange économique actuel n'est pas le fait de la confrontation d'une offre et d'une demande entre producteurs et consommateurs atomisés. Production et consommation sont au contraire structurées par des grands acteurs privés et publics hérités de l'histoire : entreprises multinationales, distributeurs, laboratoires de recherche, grands Etats, banques d'affaire et fonds de pension, nouant entre eux de complexes relations de rivalité, d'affrontement et de coopération, formant des « agencements institutionnels » caractéristiques. Le propre des agencements actuels est que chacun des acteurs, notamment les acteurs économiques semble poursuivre un but unique, dont la combinaison ne semble pas de nature à prendre en compte l'intérêt général et les droits des générations futures. L'appel au sens des responsabilités, sociales et environnementales, des entreprises suffit-il à compenser ces déséquilibres ? Les consommateurs organisés, les grandes ONG, les institutions et le droit international sont-ils en mesure de constituer des contrepois ? Ne faut-il pas innover plus hardiment, reconnaître dans ces acteurs des formes d'organisation collective héritées du passé plutôt que des formes éternelles et indépassables ? Inventer de nouveaux acteurs hybrides et de nouveaux agencements institutionnels ?

Activités et méthodes

Un précédent, l'IRG : Espace international de recherche et de débat sur la réforme de la gouvernance maintenant Institut pour un nouveau du débat sur la gouvernance : www.institut-gouvernance.org (ouverture du site internet juillet 2006)

La recomposition géopolitique qui a suivi la chute du mur de Berlin, le niveau de complexité atteint par les sociétés, les interdépendances liées à la globalisation ont changé radicalement, depuis une quinzaine d'années, la donne du « vivre ensemble ». Nombreux sont, dès lors, ceux qui dénoncent l'inadaptation des systèmes juridiques et institutionnels existant à tous les niveaux, du local au mondial, remettent en question la pertinence des modes de régulation politico-économiques qui prévalent aujourd'hui, et déplorent le style de relation entre les citoyens et la puissance publique. Qu'ils soient dirigeants politiques, responsables administratifs ou leaders de la société civile à la recherche de nouvelles règles du jeu politique, ils en appellent à une réforme profonde, à une refondation de la gouvernance. C'est pour nourrir leurs réflexions, permettre un échange approfondi sur la gouvernance et contribuer au renforcement et au croisement des écoles de pensée mobilisées sur ces questions, que la Fondation Charles Léopold Mayer a pris l'initiative en 2004 d'installer dans la durée un espace international de débat sur la réforme de la gouvernance (IRG). Il est fondé sur quelques principes de base : interculturelité ; orientation prioritaire vers les milieux de l'université ; diversité intellectuelle. Ses activités sont : recherche, de veille et accumulation documentaire ; mise en débat (site-ressources, publications, rencontres) ; appui à la réforme des formations à l'action publique. L'IRG a déjà établi des partenariats avec l'institut d'Etudes Politiques de Paris, avec des centres de recherche nord-américains (School of International Public Affairs, Columbia University, New York ; Kennedy School of Government, Harvard, Cambridge ; Université de Montréal), chinois (universités de Qin Hua, Beida, Renmin à Pékin ; université de Tonji à Shanghai), africains...

- *Un outil efficace pour trier, structurer et rendre accessible à tous l'information : le site-ressource IRE*

Ce site permettra la mise en ligne de fiches de lecture, fiches de déconstruction/construction, fiches d'analyse, fiches actualité et nouveaux enjeux. Ces travaux auront pour point commun de proposer un regard non-standard sur l'économie. Ils pourront être rédigés par des chercheurs, doctorants, étudiants, membres d'ONG... Ce support vise à offrir la possibilité de recouper les différents domaines de recherche dans une perspective de transversalité, mais aussi de présenter la diversité intellectuelle autour d'un thème, comme par exemple, celui de la monnaie. Le site proposera également un annuaire des associations, institutions et universités aux approches alternatives et/ou novatrices compte tenu des défis économiques mondiaux. L'alimentation du site implique nécessairement une activité continue de recherche, de prospection et de veille. Cette activité sera en partie effectuée à l'aide de travaux collectifs d'étudiants, de conventions avec des associations ou des doctorants et, le cas échéant, de stages.

- *Pour associer les étudiants à notre démarche et s'ouvrir sur l'université : les travaux collectifs d'étudiants*

L'Atelier Collectif d'Etudiants consiste pour une ONG, une fondation, une institution à passer commande d'une étude auprès d'étudiants de niveau master. Cette étude peut prendre la forme de fiches, d'un rapport... La configuration spécifique des ateliers permet au « client » de bénéficier du regard neuf des étudiants sur un thème donné, et offre en contrepartie aux étudiants la possibilité d'évoluer dans un cadre professionnel et d'acquérir une toute première expérience de consultant. Par ailleurs, les travaux collectifs d'étudiants constituent également une ouverture sur le monde universitaire.

- *Pour faire se rencontrer chercheurs, praticiens et innovateurs : des forums et ateliers internationaux*

Dans le cadre de la démarche finaliste qui est la nôtre, seront mis en place des forums et ateliers réunissant praticiens, innovateurs et chercheurs. D'un rythme annuel, ces rencontres viseront à réunir autour d'un des défis de l'IRE, ou d'une question concrète en découlant directement.

- *Pour aider à l'émergence de propositions : La création d'un Prix*

Depuis maintenant presque dix ans, la Fondation Charles Léopold Mayer soutient le Prix Le Monde de la recherche universitaire. Ce prix permet chaque année la publication de cinq thèses dans la collection PUF/ Le Monde « Partage du savoir ». Forte de cette expérience et de ses retombées positives, la Fondation envisage de

mettre en place un dispositif similaire avec l'organisation d'un Prix pour chacun des cinq thèmes développés par l'Initiative. Dans ce cadre, l'IRE est à l'écoute de toute proposition de partenariat.

Équipe IRE – Contact

Pour toute information, proposition de partenariat, vous pouvez contacter Aurore Lalucq – travaillant en collaboration étroite avec Pierre Calame, directeur de *la Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme* – à l'adresse suivante : aurore@fph.fr

Comment travailler avec l'IRE :

- Les chercheurs, membres d'associations, innovateurs et acteurs de l'économie peuvent proposer à l'IRE la prise en charge de la rédaction de séries de textes destinés au site-ressource, ou encore proposer la mise en ligne d'articles (correspondant la ligne éditoriale fixée par l'IRE).
- L'IRE peut également aider des responsables pédagogiques de Master à définir des thèmes de recherche pour des travaux collectifs d'étudiants, l'IRE/Fondation Charles Léopold Mayer intervenant comme client, et facilitant éventuellement quelques déplacements d'étudiants. Un texte de présentation des travaux collectifs d'étudiants est disponible sur demande (à adresser à aurore@fph.fr). Pour l'année scolaire à venir, l'IRE souhaiterait mettre en place un atelier international, par thématique, entre pays du Nord et du Sud (avec une rencontre entre étudiants financée par l'IRE).
- Pour la constitution des prix « mutations économiques et sociales », l'IRE est à l'écoute de toute proposition de partenariat.